

Tourisme : « Nous ne sommes plus compétitifs » »

Le conseil économique recommande une réorientation de la défiscalisation et une meilleure formation des hommes, mais aussi une impulsion de l'Etat pour favoriser l'initiative locale.

Constat d'une situation qui ne cesse d'être inquiétante.

REPÈRES

■ Pani souvenirs !

Auteur épinglé : les chambres de métiers. « L'artisanat n'est pas assez développé alors que le savoir-faire est important. Il y a de vrais artistes, une culture ancestrale... » Ainsi, ils déplorent qu'en Guyane, on importe des articles de bois du Brésil alors que la filière bois est sous-exploitée ! On peut rentrer des Antilles sans rien ramener comme souvenirs ! Un comble, car les touristes sont toujours prêts à payer pour en ramener ! »

■ La concurrence de l'AFD

L'Agence française de développement opère dans les DOM, mais aussi chez nos voisins qui sont aussi nos concurrents. « Où est la concurrence ? » 300 000 Français se rendent chaque année à Cuba et Saint-Domingue où on leur vante qu'ils sont tout près du meilleur hôtel de la Caraïbe... A Pointe-à-Pitre ou Fort-de-France !

« Il faut une révolution culturelle pour que la qualité de l'accueil et du service soit à la hauteur. » Cécile Feizines, conseillère économique et sociale au palais d'Iéna, rapporteur de l'avis sur le tourisme outre-mer, n'a pas la langue dans sa poche. Après six mois de travail sur le terrain dans les DOM et les TOM, elle présente depuis hier le projet d'avis sur les perspectives d'avenir du tourisme dans l'outre-mer français. Il devrait être adopté ce mercredi. « Nous nous sommes basés sur les rapports officiels, en commençant par celui de Miguel Laventure de 1997 : le tourisme stagne ou régresse dans les DOM alors qu'ils bénéficient d'un arsenal d'aides (exonération des charges, défiscalisation, fonds européens). Pourquoi ? » Malgré des outils statistiques très mauvais (nonobstant les comptes « rapides » du Cerom et un sale temps lors des visites de terrain (sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon), le constat est édifiant : « Nous ne sommes plus compétitifs sur les territoires d'outre-mer ! » Pourtant, les DOM se sont dotés d'excellents lycées hôteliers, les plages de Guadeloupe et Martinique n'ont rien à envier à celles de Cuba et Saint-Domingue, la culture identitaire est forte et le touriste veut rencontrer cette identité là. « La qualité culturelle identitaire, celle des services, des prestations et du dialogue social sont la clé ».

L'investissement se raréfie

Côté investisseurs, l'épargne est insuffisante, les banques frileuses, bref l'investissement se raréfie. « Nous demandons une réorientation de la défiscalisation pour qu'elle soit plus opérationnelle sur le secteur hôtelier. La rénovation est urgente, mais en tenant compte plus fortement de l'identité créole. » Les conseillers souhaitent encore « séparer l'immobilier d'entreprise de l'exploitation pour faire revenir les grandes enseignes et sécuriser les garanties bancaires ». Ainsi, ils préconisent de faire appel à des crédits bail immobiliers qui pro-



longent la propriété sur dix ans et évitent les ventes à la découpe après cinq ans. « Ce sont des mesures rapides, concrètes et faciles à mettre en œuvre... Avec Bercy. » Les sages recommandent encore la création de Sem patrimoniale pour qu'en cas de dépôt de bilan d'un hôtel, les collectivités locales puissent avoir la faculté de reprendre les hôtels implantés dans des sites remarquables. Abordant rapidement la question du foncier, rare, le rapport déplore que les zones hôtelières soient absentes des plans locaux d'urbanisme !

F.-X. G. ■

► Personnels et comptes d'exploitation

Autre point qui fâche : les comptes d'exploitation des entreprises. « Le rattrapage salarial de 1995 et les conventions collectives font que la masse salariale pèse à 50 % (contre 30 % en métropole). C'est intenable ! » Côté personnel, on attend un renouvellement des

générations : « Les cadres doivent être issus du local ! » Et puis, on se méfie des projets de défiscalisation où l'écart entre les intentions d'embauche et la réalité est un abîme. Les sages sont prompts à fustiger le comportement des salariés et leur culture du conflit social, mais aussi les

requins de la finance. « Il faut une compréhension mutuelle. » Enfin, les sages regrettent qu'il y ait un manque de professionnalisme dans les opérations de promotion et s'interrogent : « On investit 4 millions d'euros pour la Guyane, mais pour vendre quoi ? ! »